

# ACTION URGENTE

## PHILIPPINES. UNE JOURNALISTE ARRÊTÉE DEUX FOIS EN SIX SEMAINES

Maria Ressa, défenseure des droits humains et rédactrice en chef du journal en ligne *Rappler*, a de nouveau été arrêtée le 29 mars pour avoir prétendument enfreint la Loi anti-prête-noms (*Anti-Dummy Law*), texte sanctionnant les Philippines qui permettent à des étrangers d'utiliser leur identité ou leur citoyenneté pour se soustraire à la législation sur la nationalisation de certains droits, concessions ou avantages. Maria Ressa a été libérée quelques heures plus tard, après avoir versé une caution de 90 000 pesos philippins (environ 1 700 dollars des États-Unis) ; c'était la deuxième fois qu'elle était appréhendée en l'espace de quelques semaines. *Rappler* publie régulièrement des articles critiques à l'égard du président Rodrigo Duterte et de son gouvernement, et l'arrestation de Maria Ressa s'inscrit manifestement dans le cadre d'une vaste campagne visant à faire taire les détracteurs des autorités.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Ministre de la Justice**

Menardo I. Guevarra

Secretary, Department of Justice

DOJ Building, Padre Faura Street, Ermita, Manila

1000, Philippines

Fax : (+632) 523 8482 à 98

[Courriel : communications@doj.gov.ph](mailto:communications@doj.gov.ph)

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour exprimer ma consternation face à la nouvelle arrestation de Maria Ressa, rédactrice en chef du journal *Rappler*, pour infraction présumée à la Loi anti-prête-noms (*Anti-Dummy Law*). Cette arrestation intervient alors que cette femme a déjà été appréhendée, il y a environ un mois et demi, sur la base d'accusations de diffamation en ligne motivées par des considérations politiques. Dans les deux cas, ces poursuites semblent s'inscrire dans le cadre d'une vaste campagne ininterrompue destinée à faire taire les personnes qui critiquent les autorités philippines.

*Rappler* formule régulièrement des critiques vis-à-vis du président Rodrigo Duterte et de son gouvernement, et a publié des enquêtes détaillées sur certaines des exécutions extrajudiciaires commises par milliers par la police et par des *vigilantes* (membres de groupes d'autodéfense) armés au cours d'opérations liées à la lutte contre les stupéfiants. L'arrestation de Maria Ressa, le 29 mars 2019, pour infraction présumée à la Loi anti-prête-noms est la dernière attaque en date contre cette femme et *Rappler*. Elle intervient peu de temps après son arrestation précédente, le 13 février 2019, sur la base d'accusations de diffamation en ligne manifestement motivées par des considérations politiques. Des poursuites pour « fraude fiscale » ont également été engagées en décembre 2018 contre Maria Ressa et sa société, Rappler Holdings Corp., affaire qui est toujours en instance devant les tribunaux. Amnesty International pense que ces accusations sont également forgées de toutes pièces et ont pour objectif d'étouffer les critiques contre le président et sa « guerre contre la drogue ».

*Rappler* attire régulièrement l'attention sur la réalité meurtrière de la « guerre contre la drogue » et sur les milliers d'homicides illégaux perpétrés en son nom contre des personnes pauvres et marginalisées. Sa persistance à faire état de ces violations a suscité la colère des autorités philippines.

J'engage vos services à agir sans délai pour faire respecter et protéger la liberté de la presse. En particulier, je vous prie instamment :

- de veiller à l'abandon des charges retenues contre Maria Ressa et le journal *Rappler*, qui sont manifestement motivées uniquement par des intérêts politiques ;
- de mettre fin au harcèlement à l'encontre des médias, des journalistes et des personnes critiques à l'égard du gouvernement Duterte, et de prendre des mesures pour garantir leur droit à la liberté d'expression et de réunion.

Je vous remercie de votre attention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 29 mars 2019, Maria Ressa a été arrêtée par des policiers de la ville de Pasig, à l'aéroport international Ninoy-Aquino de la ville de Pasay. Elle a été inculpée d'infraction à la Loi anti-prête-noms (*Anti-Dummy Law*), texte sanctionnant les Philippines qui permettent à des étrangers d'utiliser leur identité ou leur citoyenneté pour se soustraire à la législation sur la nationalisation de certains droits, concessions ou avantages. Le directeur de la publication de *Rappler* et cinq autres membres du conseil d'administration du journal ont également été inculpés. Maria Ressa a été libérée plus tard dans la journée, après avoir versé une caution de 90 000 pesos philippins (environ 1 700 dollars des États-Unis) ; les six autres personnes ont versé une caution du même montant le 27 mars 2019, anticipant la délivrance de mandats d'arrêt à leur encontre.

Le Bureau national d'enquête des Philippines est à l'origine de la plainte contre déposée contre Maria Ressa et d'autres dirigeants de *Rappler*. Il a affirmé que ces personnes avaient enfreint la Loi anti-prête-noms en délivrant des certificats philippins de dépôt (instrument financier qui permet aux étrangers d'investir dans les entreprises philippines) à Omidyar Network, un investisseur étranger.

Maria Ressa est actuellement poursuivie dans le cadre de sept procédures judiciaires engagées depuis janvier 2018, après que la *Securities and Exchange Commission* (Commission des opérations boursières) des Philippines eut tenté de faire fermer *Rappler*. Le journal, ses directeurs et son personnel font actuellement l'objet de 11 procédures judiciaires.

Le 24 juillet 2017, dans son discours annuel sur l'état de la nation, le président Duterte a affirmé que *Rappler* appartenait à des étrangers, ce qui signifiait que le journal était en infraction au regard de la Constitution. Au cours des semaines qui ont suivi, le président a réitéré ces propos. En janvier 2018, la Commission des opérations boursières des Philippines a annulé l'enregistrement de *Rappler* à titre provisoire, estimant que le journal avait enfreint la réglementation relative à la participation étrangère au capital des entreprises. En février 2018, un porte-parole de la présidence a [déclaré](#) que Rodrigo Duterte en personne avait ordonné au personnel chargé de sa sécurité d'interdire l'entrée du palais présidentiel à Pia Ranada, journaliste de *Rappler*, et à Maria Ressa, rédactrice en chef du journal.

En décembre 2018, un mandat d'arrêt a été décerné contre Maria Ressa. Cette femme et *Rappler Holdings*, dont elle est la présidente, ont été inculpés de violation du code fiscal en 2015, en lien avec des fonds reçus *via* les certificats philippins de dépôt, un instrument financier qui permet aux étrangers d'investir dans les entreprises philippines.

Début février 2019, le ministère de la Justice a mis en cause Maria Ressa et un ancien reporter de *Rappler* pour diffamation en ligne. Le ministère agissait à la suite d'une plainte déposée par un homme d'affaires au sujet d'un article publié en 2012, plusieurs mois avant l'adoption de la Loi relative à la cybercriminalité. Maria Ressa a été arrêtée dans la soirée du 13 février 2019, après la fermeture des services traitant les demandes de libération sous caution, ce qui a permis aux autorités de la maintenir en garde à vue jusqu'au lendemain. Ce soir-là, elle devait faire un discours sur la liberté de la presse. Elle a versé une caution pour sa libération le lendemain matin, déclarant que les charges retenues contre elle constituaient un « abus de pouvoir » et une « instrumentalisation de la loi ».

Le harcèlement que subit Maria Ressa illustre une fois de plus la façon dont le gouvernement Duterte s'en prend aux personnes les plus critiques à son égard en les soumettant à des poursuites à caractère politique. L'attaque contre Maria Ressa et *Rappler* fait suite à l'arrestation et à la détention, en février 2017, de la sénatrice Leila de Lima, également très critique à l'égard de la « guerre contre la drogue », sur la base d'accusations fondées sur des considérations politiques. Cela fait maintenant deux ans que cette sénatrice est incarcérée.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** anglais

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 13 MAI 2019.**

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Maria Ressa (elle)**

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :** <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa35/9871/2019/fr/>